

plaintes, et du reste, le peuple a rendu son verdict sur cette question, le 17 septembre.

On a dit que l'honorable chef du gouvernement avait soulevé cette question pour des fins politiques. J'admettrai que l'honorable monsieur a mentionné cette question comme partie de son programme parce que la population de notre pays voulait un changement et était déjà en faveur du système de protection.

L'honorable représentant de Perth-sud (monsieur Trow) a fait, hier soir, un discours anti-protectionniste qu'il a terminé en parlant de l'émigration. Je dois reconnaître que l'honorable monsieur s'occupe activement de cette question importante. Il a été, je crois, président du comité d'émigration. Pour ma part, je suis d'avis que s'il est un acte de l'ancien gouvernement qui mérite le blâme, c'est son système d'émigration. Je constate que, pour l'émigration, il a été dépensé, sur les revenus publics, une somme de \$1,200,000, à peu près; et pourquoi? L'honorable représentant de Perth-sud est-il à même de me le dire? Cet argent a été dépensé alors que les classes laborieuses souffraient depuis cinq ans, de la dépression commerciale, et ces \$1,200,000,—je le maintiens,—ont été dépensées pour augmenter la pauvreté du pays,—pour amener ici des émigrants de toutes les parties du monde, alors que nous ne pouvions pas leur donner d'ouvrage. Nous avons, dans le pays, des milliers de personnes qui manquent de travail et qui, pour en trouver, sont obligées de passer de l'autre côté des lignes. Principalement dans l'hiver nous avons un surcroît de population qui se trouve complètement sans emploi. Malgré cela, pendant les cinq dernières années, l'ancien gouvernement a dépensé \$1,200,000 pour l'émigration. Il eût été bien mieux d'employer cette somme à secourir nos compatriotes, au lieu d'envoyer des agents en Angleterre chercher des émigrants que nous ne pouvions pas employer.

Je tiens à rappeler au gouvernement le fait que, il y a cinq ans, l'honorable chef de l'ancienne administration fut élu par une écrasante majorité; c'était en 1874. Fort de cette majorité, il crut qu'il pouvait guider le pays à son gré. Mais il a pu constater, le 17 septembre, que la population savait penser par elle-même. Le peuple n'était pas content de

leur législation et c'est pourquoi il les a renvoyés dans les froides régions de l'opposition où ils resteront, selon moi, bien longtemps.

De même, je dirai au gouvernement du jour qu'il a été élu grâce à son programme de la politique nationale; il a été élu par une majorité à peu près égale à celle qu'obtenait, il y a cinq ans, mon honorable ami le chef de l'opposition, et s'il ne contrôle pas les affaires du pays de manière à lui donner de bonnes lois, le peuple les renverra tout comme il a congédié l'honorable chef de l'opposition.

L'administration doit exercer l'économie dans chaque département et je crois que si elle agit de la sorte, si elle élabore de bonnes lois—et le présent tarif en est une—je suis certain que le peuple la soutiendra.

Mais après que le tarif sera adopté il y a d'autres mesures qui viendront devant le pays et qui demanderont une sage administration. Le ministre des finances ne se laissera pas, je l'espère, influencer par les attaques que les honorables membres de la gauche pourront diriger contre lui. Quand nous examinerons le tarif en détail, s'il découvre qu'il y a injustice pour une classe quelconque de notre société, il fera les modifications qu'il jugera nécessaires sans se laisser intimider par les clameurs des honorables membres de la gauche. Nous ne faisons pas des lois pour les honorables membres de l'opposition. Nous faisons des lois pour la population du pays et nous ne nous occupons guère de leurs observations. Il exercera son propre jugement et, pour ma part, je suis bien prêt à m'en remettre à lui. Je le soutiendrai autant que je pourrai, parce que j'ai confiance dans son habileté et je crois que le pays partage ce sentiment.

L'honorable chef de l'opposition a mentionné le nom de Richard Cobden. Certes, Richard Cobden fut un grand homme dans son temps; mais je crois que s'il vivait aujourd'hui, ses vues ne seraient pas approuvées par la population de la Grande-Bretagne. Et si l'honorable chef de l'opposition veut poser comme le Richard Cobden du Canada, j'ai bien peur que sa réputation n'approche pas de celle de Richard Cobden en Angleterre.

En terminant, je dirai que j'ai été élu membre de cette Chambre uniquement à titre de partisan de la politique nationale.